



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité départementale  
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 14/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

CU Le Havre Seine-Métropole  
19 Rue George Braque  
CS 70854

76085 LE HAVRE CEDEX

Références : 20220930\_VI\_Déchetterie Montivilliers

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2022 de la déchetterie de Montivilliers implantée, Route de Saint-Martin du Manoir 76290 MONTIVILLIERS. Cette partie « Contexte et constats est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Déchetterie de Montivilliers
- Route de Saint-Martin– 76930 MONTIVILLIERS
- Code AIOT dans GUN : 0005805289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Activité principale : Déchetterie

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque Incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 11/10/2012, article 7.5.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Bassin de rétention incendie	Arrêté Préfectoral du 11/10/2012, article 4.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 11/10/2012, article 7.5.4	/	Sans objet
4	Rétention des produits incompatibles	Arrêté Préfectoral du 11/10/2012, article 7.4.3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place dans un délai de 3 mois les solutions nécessaires afin de satisfaire aux remarques du SDIS (remplacement de la rampe d'aspiration, solution afin d'assurer le remplissage permanent de la réserve d'eau, procédure d'ouverture des points d'entrée limités à 2 m) émises lors d'un exercice réalisé le 22/09/2022.

Dans le même temps, l'exploitant doit s'assurer de l'étanchéité du bassin de rétention.


### **2-4) Fiches de constats**

#### **N° 1 : Extincteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2012, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Des extincteurs portatifs à poudre polyvalente sont installés dans chaque local destiné au stockage des DEEE et des DDM, ainsi qu'au niveau de la porte de la chaufferie.
<b>Constats :</b> L'inspection a pu constater la présence d'extincteurs à poudre polyvalente (type ABC) dans le local DDM ainsi que dans le local batterie. Ces 2 extincteurs ont été vérifiés en janvier 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2012, article 7.5.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, réserve incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La réserve d'eau doit être aménagée en respectant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prévoir un dispositif de réalimentation afin que le volume d'eau contenu soit constant en toute saison ;</li> <li>- la signaler au moyen d'une pancarte toujours visible précisant sa capacité (lettres blanches sur fond rouge reflectorisées pour permettre le repérage de nuit ;</li> <li>- entretenir régulièrement cette réserve (nettoyage, curage, bâche en bon état)</li> </ul> <p>Toutefois, lorsque l'alimentation de cette réserve d'eau est assurée par un réseau communal, la capacité de 250 m<sup>3</sup> requise peut être réduite du volume obtenu par l'utilisation de ce réseau durant 2 heures et répondre néanmoins aux conditions précédemment énoncées.</p> <p>Afin de permettre la mise en station des engins-pompes, auprès de la réserve doit se trouver une plateforme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 160 kilonewtons et ayant une superficie minimale de 64 m<sup>2</sup> (8mx8m) pour le positionnement de 2 véhicule, desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclu. Une butée d'arrêt doit permettre la mise en station d'un engin.</p> <p>Quatre colonnes fixes d'aspiration munies de crépines sont installées dans la réserve. Les caractéristiques d'installations sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- hauteur des colonnes par rapport au sol 0,60 mètres,</li> <li>- munis de demi-raccords symétriques AR de 10mm, tenons fixes en position haute et basse,</li> <li>- distance entre les colonnes sur une largeur de 6 mètres : 1,50 m pour les 2 premiers puis 3 m d'intervalles et 1,50 m pour les 2 suivantes.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a pu confirmer la présence d'un bassin servant de réserve d'eau. La quantité d'eau présente n'était pas indiquée et le remplissage du bassin ne semblait pas correspondre aux 250 m<sup>3</sup> requis.</p> <p>L'exploitant a confirmé que cette remarque avait été émise lors d'un exercice réalisé avec le SDIS le 22 septembre 2022.</p> <p>Cet exercice a permis d'identifier les points d'améliorations suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– La rampe d'aspiration sur le point d'eau n'est pas étanche et ne permet donc pas d'alimenter les engins de secours. La solution serait de remplacer le tube PVC par un tube en acier</li> <li>– Mise en évidence du manque d'eau au niveau de la réserve. Ce manque étant dû aux conditions climatiques de l'été. Ce point d'eau est le seul qui se trouve a proximité du site.</li> <li>– En cas d'intervention, mettre en place une procédure d'ouverture des points d'entrée limités à 2 m afin de permettre aux véhicules de secours les plus hauts d'entrer sur le site sans créer un goulot d'étranglement à l'arrivée des secours.</li> </ul> <p><b>Demande :</b> L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place les solutions nécessaires afin de satisfaire aux remarques du SDIS (remplacement de la rampe d'aspiration, solution afin d'assurer le remplissage permanent de la réserve d'eau, procédure d'ouverture des points d'entrée limités à 2 m) dans un délai de 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Bassin de rétention incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2012, article 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, bassin de rétention des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Un bassin de rétention étanche d'une capacité minimale de 250 m <sup>3</sup> constitue également une capacité tampon en cas d'épisode pluvieux exceptionnel afin de maîtriser le débit de fuite et permet également de récupérer les eaux d'extinction d'incendie en cas de sinistre.
<b>Constats :</b> L'inspection a pu constater la présence du bassin de rétention. Celui-ci étant à l'écart du site, l'inspection n'a pas eu un bon visuel sur l'état de ce bassin. À distance, la bâche recouvrant le bassin semblait déchirée. 
<b>Demande :</b> Dans un délai de 3 mois, l'exploitant doit s'assurer de l'étanchéité du bassin de rétention.  La vanne de sectionnement permettant le remplissage de ce bassin de rétention a pu être manœuvrée durant l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

### N° 4 : Rétention des produits incompatibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2012, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des produits incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté de produits incompatibles associés à une même rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite